

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 32 (1982)

**Heft:** 4

  

**Artikel:** Les relations économiques germano-suisse pendant la seconde guerre mondiale : un bilan allemand de 1944

**Autor:** Bourgeois, Daniel

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-80892>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 18.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES GERMANO-SUISSES  
PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE:  
UN BILAN ALLEMAND DE 1944

Par DANIEL BOURGEOIS

L'historien qui étudie des négociations économiques internationales est le plus souvent confronté à des sources qui privilégient le détail aux dépens de la vue d'ensemble. Il a constamment l'impression que l'arbre lui cache la forêt. Beaucoup de pièces lui permettent de reconstruire le quotidien d'une négociation, la discussion de tel ou tel élément d'une partie plus vaste: position tarifaire, niveau d'un taux d'intérêt, volume d'un contingent, quantité et valeur de produits échangés. Mais si l'objet de sa curiosité est moins le détail d'une négociation que les intérêts fondamentaux qui sont en jeu et les rapports de force économiques entre deux Etats, il éprouve inévitablement une certaine frustration devant la rareté, dans la plupart des dossiers des ministères traitant de ces questions, des textes de synthèse qui lui faciliteraient la tâche.

Le document que nous reproduisons ci-dessous fait exception, c'est pourquoi il nous a paru mériter publication. De toutes les archives économiques allemandes que nous avons dépouillées pour notre thèse<sup>1</sup>, il est en effet l'un des rares que nous avons retrouvés – et à notre avis le meilleur – qui présente, sous une forme ramassée, un tableau aussi clair et général des relations économiques germano-suisse au plus fort de la guerre, vues sous l'angle de la dépendance réciproque des deux pays<sup>2</sup>.

Ce document est un mémorandum du 1er avril 1944, dû à la plume du major Gäfen, chef de la *Deutsche Industriekommission (Diko)* à Berne<sup>3</sup>, c'est-à-dire de l'institution chargée de coordonner les achats de matériel stratégique et d'armements en Suisse et d'en surveiller l'exécution. L'histoire de cette institution, présente également dans d'autres capitales de pays neutres ou alliés du Reich, est assez compliquée. En Suisse, c'est la nécessité de mieux mettre à contribution l'industrie du pays pour les besoins de l'aviation allemande, selon les directives de Goering, qui est à l'origine de la *Diko*, ou du moins d'une *Diko*, qui s'installera à Zurich au printemps 1941<sup>4</sup>, pour rapidement prendre le nom de *Deutsche Luftfahrtindustriekommission*

1 *Le Troisième Reich et la Suisse, 1933-1941*, Neuchâtel, La Baconnière, 1974, XX-463 p. On trouvera dans notre bibliographie le détail des dossiers consultés.

2 Pour les travaux sur les relations économiques germano-suisse, nous renvoyons le lecteur à la partie «Economie et neutralité» du No 121 de la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, PUF, 1981, consacrée à la Suisse pendant la guerre, où les articles de KLAUS URNER, de HEINZ-K. MEIER et le nôtre présentent une synthèse en même temps qu'ils font état des principaux titres sur la question. Cf. aussi notre bulletin critique «Publications récentes sur la politique commerciale de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale», *Relations internationales*, Paris, SEHRIC, 1974, No 1, pp. 217-226.

3 Nous ne savons pas exactement quand il a été promu à ce poste mais par un document du 12. 2. 1944 (*Wi IF 1/18*, Bundesarchiv-Militärarchiv, Fribourg-en-Brigau, désormais MAF) nous avons la preuve qu'il exerçait déjà cette fonction à cette date.

4 *Le Troisième Reich ...*, p. 375. Surtout: Général Udet à l'Auswärtiges Amt (AA), 27. 2. 1941, *Ha. Pol. I, Diko in der Schweiz, Bd. 1*, Politisches Archiv, Bonn (désormais PAB).

(*Deliko*)<sup>5</sup>. Elle dépendait du *Generalflugzeugmeister*, Ernst Udet, donc du Ministère de l'Air du Reich et de son chef, Goering. Il semble toutefois qu'il faille réserver le nom de *Diko* à l'institution du même type, mais au service de l'*OKW*, mise sur pied à Berne par le général Georg Thomas, chef du *Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt* de l'*OKW*, en juin 1941<sup>6</sup>. Thomas s'efforcera d'ailleurs de subordonner la *Deliko* à la *Diko* deuxième manière, ce qui sera fait au début janvier 1943<sup>7</sup>.

Par instruction du 23 janvier 1943 du *Rüstungsamt*, qui venait d'être placé sous le contrôle du ministre de l'Armement et des Munitions du Reich, Albert Speer<sup>8</sup>, la *Diko* est alors désignée comme l'organisme chargé de réunir l'ensemble des services allemands s'occupant d'acquisitions militaires et devant remplir les trois tâches principales suivantes:

- a) Exploiter aussi rationnellement que possible, particulièrement dans le secteur civil, les devises disponibles en quantité limitée.
- b) Utiliser méthodiquement et plus complètement que jusqu'à maintenant l'industrie suisse de pointe et ses précieux moyens de production spécialisés.
- c) Démasquer les actions de sabotage des puissances ennemies.<sup>9</sup>

A l'époque où a été écrit notre document, la *Diko* exerce donc des pouvoirs importants et dépend directement de Speer<sup>10</sup>.

Comme on peut le constater, l'évolution de la *Diko*, au plan institutionnel, reflète les grandes luttes des barons du Reich pour le contrôle de l'économie de guerre allemande: dans un premier temps, la rivalité entre l'empire de Goering et les services techniques de l'*OKW*, dans un deuxième temps, le développement des pouvoirs de Speer, en passe de devenir «*der zweite Mann im Staat*»<sup>11</sup>.

Il ne nous a pas été possible de déterminer les circonstances exactes dans lesquelles le major Gäfgen a rédigé son mémorandum. La destination même de ce texte n'est pas claire. A-t-il été écrit à l'intention du *Rüstungsamt* ou d'autres offices? Le fait qu'il soit intégré aujourd'hui dans les archives du *Rüstungsamt*<sup>12</sup> pourrait le laisser croire. Mais il ne comporte aucune indication de destinataire, contrairement à d'autres textes de Gäfgen<sup>13</sup>, ni de timbre d'entrée. En outre la chemise dans lequel il est conservé est intitulée «*Deutsche-Industrie-Kommission, Kriegstagebuch v. 1.1.44-31.3.44*» et porte une étiquette «*Archiv der Wehrwirtschaftsdienststellen*». On peut donc dire avec certitude que l'exemplaire que nous reproduisons est une

5 Köcher à l'AA, 7. 10. 1941, *Deutsche Gesandtschaft Bern, Geheimakten 1940 (sic mais 1941), Nr. 481-636, Bd. 3, PAB.*

6 Dienstanweisung, signée Thomas, 11. 6. 1941, *Ha. Pol. I, Diko in der Schweiz, Bd. 1, PAB.*

7 THOMAS, GEORG, *Geschichte der deutschen Wehr- und Rüstungswirtschaft (1918/1943-1945)*, Boppard/Rh., Harald Boldt Verlag, 1966, pp. 337, 382 ss.

8 Sur le rattachement du *Rüstungsamt* au ministère de Speer et la dissolution du *Wehrwirtschaftsamt*, cf. THOMAS, *op. cit.*, pp. 310-316, 368. Pour l'histoire du ministère Speer, cf. BOELCKE, WILLI A., éd., *Deutschlands Rüstung im Zweiten Weltkrieg, Hitlers Konferenzen mit Albert Speer*, Francfort-sur-le-Main, Athenaeon, 1969, pp. 5 ss.

9 Dienstanweisung du général Waeger, du *Reichsministerium für Bewaffnung und Munition, Rüstungsamt*, 23. 1. 1943, *Wi IF 1/19, MAF.*

10 Celui-ci l'avait signifié en ces termes à la *Wilhelmstrasse*, le 1er février 1943: «*La Deutsche Industrie-Kommission, avec siège à Berne, m'est subordonnée comme service extérieur de mon ministère avec effet immédiat*» (*Ha. Pol. I, Diko in der Schweiz, Bd. 1, PAB.*)

11 Titre du chapitre 19 de ses *Erinnerungen*, Berlin, Propyläen Verlag, 1969, p. 280.

12 *Wi IF 1/18, MAF.*

13 Par ex. Gäfgen au *Rüstungsamt*, 3. 4. 1943, *Wi IF 1/19, MAF.*

copie versée au «Tagebuch» de la *Diko* à Berne, dont une partie des dossiers a été rapatriée à Berlin avant la défaite ou intégrée après la guerre dans les archives du *Rüstungsamt*. Malgré toutes ces données nous ne cachons pas cependant que nous avons quelque peine à admettre qu'un texte aussi élaboré n'ait été écrit que pour usage interne.

Si la critique externe ne nous permet pas d'apporter les précisions que nous aurions souhaitées sur la genèse et la destination de ce document, la critique interne et la connaissance du contexte historique nous permettent, en revanche, d'affirmer qu'il s'inscrit dans le sillage des discussions et des études relatives à l'opportunité d'une guerre économique contre la Suisse qui apparaissent dès le début 1943 et refont surface sporadiquement au cours de cette même année.

Il n'est pas dans notre intention ici, dans le cadre d'une édition de texte, de nous étendre sur cette question, qui exigerait d'approfondir l'étude des interminables négociations germano-suisse du premier semestre 1943 pour le renouvellement de l'accord du 18 juin 1941 échu à la fin 1942. Rappelons que l'âpreté de ces négociations résultait du choc provoqué par le raidissement de la politique économique extérieure de la Suisse envers l'Allemagne, au tournant de la guerre, face aux prétentions des Allemands à maintenir leurs exigences antérieures malgré les retards considérables qu'ils avaient accumulés dans leurs livraisons de matières premières<sup>14</sup>. Jean-Claude Favez est le premier qui, à notre connaissance, ait fait la preuve de l'existence d'un projet allemand de guerre économique pendant cette période et montré qu'Hitler avait exercé une influence modératrice dans cette affaire<sup>15</sup>. Nous-mêmes y avons fait allusion dans notre thèse<sup>16</sup>, et consacré quelques paragraphes dans un article récent<sup>17</sup>. Il est intéressant, en revanche, de constater qu'un des négociateurs suisses de l'époque, Heinrich Homberger, n'y croyait pas. Mentionnant les intentions que le SR suisse prêtait aux Allemands, en janvier-mars 1943, d'envahir la Suisse<sup>18</sup>, il remarque que «sur le front de la politique commerciale, on ne partageait pas ces craintes»<sup>19</sup>. Vision réaliste sans doute, puisque la guerre économique n'a pas eu lieu, mais qui sous-estimait l'importance des discussions allemandes à ce sujet et le niveau auquel elles se passaient. Nous savons aujourd'hui qu'Hitler, Speer, le maréchal Keitel, Ribbentrop, le ministre de l'économie Walther Funk et bien d'autres spécialistes des questions économiques et des transports y ont été mêlés<sup>20</sup>. Clodius, remplaçant du chef de la section commerciale de l'*Auswärtiges Amt*, avait même évoqué la question d'un éventuel blocus total du commerce extérieur suisse avec son collègue italien, Giannini, pour en retirer d'ailleurs l'impression «que maintenant les Italiens ne collaboreraient pas volontiers à un blocus commun de la Suisse»<sup>21</sup>.

14 Cf. HOTZ, JEAN, «Les relations économiques avec l'Allemagne» in *L'économie de guerre en Suisse 1939/1948*, Berne, Centrale fédérale de l'économie de guerre, 1951, pp. 71-73, BONJOUR, EDGAR, *Histoire de la neutralité suisse*, Neuchâtel, La Baconnière, 1970, t. VI, pp. 247-254.

15 FAVEZ, JEAN-CLAUDE, «La Suisse au tournant de la Seconde Guerre mondiale», *Cahiers Vilfredo Pareto*, Genève, Droz, 1970, No 22-23, p. 163.

16 *Le Troisième Reich ...*, p. 368.

17 «Les relations économiques germano-suisse, 1939-1945», *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, No 121, pp. 56-58.

18 BONJOUR, *op. cit.*, V, pp. 57 ss.

19 HOMBERGER, HEINRICH, *La politique commerciale de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale*, Neuchâtel, La Baconnière, 1970, pp. 80-84.

20 Cf. note 17.

21 Mémoire Wiehl, 13. 2. 1943, *Staatssekretär Schweiz*, Bd. 3, PAB.

Si ces velléités de guerre économique pendant la période qui sépara l'échéance de l'accord du 18 juin 1941 de la conclusion du protocole du 23 juin 1943, par lequel les Allemands admettent enfin un contingentement des exportations d'armements et de produits stratégiques suisses à 80% des quantités de 1942<sup>22</sup> sont connues, on sait moins qu'elles refont surface, à la mi-octobre 1943, en relation avec une demande de Speer à Ribbentrop d'obtenir de la Suisse un accord dans lequel celle-ci s'engagerait à assurer le libre transit des marchandises et des personnes dans la direction Sud-Nord, soit en provenance d'Italie. En cas de refus, Speer recommandait d'engager immédiatement tous les moyens de pressions économiques dont pouvait disposer l'Allemagne pour lui faire entendre raison<sup>23</sup>. A cette occasion la *Wilhelmstrasse* avait demandé à la légation d'Allemagne à Berne un rapport sur «les possibilités de survie de la Suisse en cas de guerre économique avec l'Allemagne». Ce rapport avait été soumis aux attachés militaires et au chef de la *Diko*. Il contient des éléments que Gäfgen a repris dans son mémorandum du 1er avril 1944, plus détaillé cependant, en particulier l'évaluation du temps de survie de la Suisse sous blocus total<sup>24</sup>.

La suite de cette affaire nous est malheureusement inconnue mais elle démontre que la légation d'Allemagne et la *Diko* ont été mêlées à ces travaux d'évaluation de l'impact d'une guerre économique germano-suisse. Le mémorandum Gäfgen du 1er avril 1944 apparaît dès lors comme une synthèse de toutes les données accumulées pour peser le pour et le contre d'une telle guerre.

Un commentaire détaillé du contenu de ce mémorandum nous emmènerait trop loin, d'autant que le texte parle de lui-même, malgré sa technicité. En conclusion, nous voudrions souligner toutefois une chose qui nous a frappé dans la comparaison que Gäfgen fait des prestations réciproques de l'Allemagne et de la Suisse: leur inégalité flagrante. Le charbon et le fer étaient évidemment des matières premières vitales pour l'Allemagne. Mais la Suisse les payait à leur valeur. Tous les «avantages» en matière de transit dont parle Gäfgen ne sont au fond que des droits minima auxquels peut normalement prétendre l'Etat neutre. Quant aux commandes allemandes qui font vivre l'industrie suisse, elles sont très utiles à l'Allemagne, infiniment plus utiles que les 150 000 tonnes mensuelles de charbon qu'elle fournit à la Suisse. En un mot, il n'y a aucune prestation allemande qui ait un caractère extraordinaire par rapport à la situation de paix. Les prestations de la Suisse, en revanche, ont un caractère tout différent et résultent d'une modification du rapport de force causée par la guerre. Une grande partie de ce qu'elle offre à l'Allemagne, la Suisse ne l'aurait pas fait en temps de paix, ce qui est particulièrement vrai pour le crédit de *clearing*. Ainsi, évoquer le *do ut des*, comme aime à le faire Heinrich Homberger à propos des principaux accords qui ont réglé les relations économiques germano-suisse pendant la guerre<sup>25</sup>, relève de la fiction.

22 Une copie du protocole du 23. 6. 1943 existe dans le dossier *Pol. II, Schweiz, Handbuch I-II*, PAB. Pour un commentaire, cf. Hotz, *op. cit.*, p. 73.

23 Ilsemann à l'OKH, copie, 26. 10. 1943. *OKW 1000.1, T-77/1434*, National Archives, Washington. Dans ce texte, Ilsemann, attaché militaire d'Allemagne en Suisse, se montre très alarmé par les intentions de Speer et croit de son devoir d'attirer l'attention de l'OKH et de l'OKW sur les conséquences politico-militaires néfastes d'une guerre économique contre la Suisse.

24 Köcher à l'AA, Geheime Reichssache, copie, 25. 10. 1943. *Ibid.*

25 HOMBERGER, *La politique commerciale ...*, pp. 51 et 68.

*Mémorandum du major Gäfgen,  
chef de la Deutsche Industriekommission in Bern*

Deutsche Industriekommission in Bern

Bern, den 1. April 1944

Az. H Bb. Nr. 501/44 g Dr. G./Jg. I

*Geheim*

SCHWEIZ

- A. Leistungen Deutschlands zu Gunsten der Schweiz
- B. Leistungen der Schweiz zu Gunsten Deutschlands
- C. Abhängigkeit der Schweiz von den Feindmächten Deutschlands
- D. Gegenblockade
- E. Wirtschaftskrieg
- F. Durchhaltevermögen der Schweiz

*A. Leistungen Deutschlands zu Gunsten der Schweiz*

- I. Deutsche Regierung gibt die Ausfuhr von Kohle in die Schweiz in monatlichen Mengen von 150 000 to frei, wobei Einverständnis darüber besteht, dass zur Vermeidung einer Erhöhung der Kohlenpreise diese Kohlenmengen einen von der Schweiz aufzubringenden Kredit nach Massgabe von 50.- Sfr. je moto eingeführter Kohle, also von rund 7,5 Mio. Sfr. monatlich unterliegen. Verzinsung durch Deutschland in freien Devisen; successive Abtragung nach Beendigung des Krieges durch Kohlenlieferungen.
- II. Schweiz gibt monatliche Eisenbestellungen von 8000 to auf. Auf einem Eisenbestellrückstand von 49 000 to sollen insgesamt 10 000 to bis Ende Juni 1944 von Deutschland geliefert werden.
- III. Einräumung des Warenverkehrs der Schweiz mit dritten Ländern durch deutsches Hoheitsgebiet.
- IV. Sicherung der überseeischen Zufuhr und Ausfuhr nach Übersee durch Zurverfügungstellung von Marseille.
- V. Unbehinderter Verkehr der unter Schweizer Flagge fahrenden Schiffe.
- VI. Belebung der schweizerischen Industrie mit nutzbringenden deutschen Aufträgen.

*B. Leistungen der Schweiz zu Gunsten Deutschlands*

- I. Schweiz liefert im Kriege über historischen Warenaustausch mit Deutschland hinaus seit Anfang 1941 für rund 1 Milliarde Sfr. in Form eines unverzinslichen und nicht amortisierbaren Kredites wichtige Güter nach Deutschland.

Es sind dies u. a. folgende Güter:

2 cm Granaten

Munitionsnachschub für Vorpostenboote der Kriegsmarine.

Zünderteile z. B. Platinen, Triebe, Auslösehebel usw.

Ersatzteile für 2 cm Kanone, wie Rohre, Verschlüsse, Werkzeuge und Ersatzteilkasten.

Fertige Zünder, und zwar: Type S 30 und Type GPA.

Fertige 2 cm Kanonen.

Spiralbrohrer, Gewindebohrer, Düsenbohrer in Kleinstabmessung für Zünder- und Düsenfabrikation der Rüstungsindustrie.

Zahnradfräser für Mikron-Zahnradfräsmaschinen.

Ziehwerkzeuge für Kartuschenfertigung.

Maag-Zahnrad-Hobel- und Schleifmaschinen für die Herstellung von Zahnrädern höchster Präzision für Panzer- und Luftwaffen-Programme.

Mikron-Zahnräder-Abwälz-Fräsmaschinen für die Herstellung kleiner und kleinster Zahnräder höchster Arbeitsgenauigkeit mit Modul unter 0,5 für wichtigste Kriegsfertigungen feinmech. Art.

Dynamo-elekt. Maschinen wie Transformatoren und Generatoren für Kraftwerkserweiterungen bzw. für Buna-, Erdöl- u. Kohlenförderungsprogramme.

Elektromotoren und anderweitiges elektr. Gerät für Bombenbeschädigte Rüstungsbetriebe.

Wickel- und Spinnmaschinen für elektr. Drähte und Dynamoanker.

Fertigungsplanung durch den Sonderausschuss Zünder. Meist Zündereinzerteile für Zünderkreis Junghans, Schramberg.

Da schweiz. Konstruktion, keine Ersatzmöglichkeit in Deutschland.

Erforderlich für die Indienststellung weiterer Kleinfahrzeuge der Kriegsmarine.

Sondererzeugnisse für die Fertigung von Zahnrädern kleinster Abmessungen. In Deutschland stehende Maschinen können bei fehlenden Fräsern nicht arbeiten.

Erforderlich für die Ausweitung des deutschen Leistungsprogrammes.

Maschinen sind der Grundstock für die Fertigung von Zahnrädern jeder Art: Höchster Engpass in Deutschland.

Beste Verzahnungsmaschinen der Welt für Klein-Zahnräder.

Dringendes Erfordernis für Elektromotorenfertigung.

Scintilla-Zünder-Geräte für laufende Instandhaltung russ. Beutefahrzeuge.

Russ. Fahrzeuge sind mit Scintilla-Geräten ausgerüstet u. können deshalb nur mit den gleichen Geräten wieder fahrbar gemacht werden.

Kugellager  
Werkzeugmaschinen  
Flugzeugbestandteile  
Hochpräz.-Messinstrumente  
Funkgeräte  
Guss (u. a. für Panzerprogramm)  
Lagersteine  
Aluminium und Aluminiumerzeugnisse  
Uhren und Chronometer  
Kalidünger  
Töpferton  
Chem. u. pharmaz. Rohstoffe bes. Harz, Pech, Teer.

II. Die durch die Kreditgewährung der Schweiz erhöhte Warenlieferung der Schweiz nach Deutschland einerseits und der zum Teil durch die Fliegerschäden in Deutschland mitbedingte absinkende Ausfuhrwert der deutschen Lieferungen nach der Schweiz andererseits bringen es infolge des Mechanismus' des Clearingverkehrs mit sich, dass die schweiz. Exporteure längere Zeit auf die Auszahlung ihrer in Deutschland fälligen Guthaben warten müssen.

Zur Beseitigung dieses Unsicherheitsfaktors bei der schweiz. Industrie hat es die Schweizer Regierung übernommen, den Exporteuren die Auszahlung ihrer Forderungen gegen das Reich zu *garantieren*: Transfergarantie des Bundes, die nach einer Wartefrist von 9 Monaten fällig wird.

III. Von dem Gegenwert der deutschen Ausfuhr nach der Schweiz, der nach dem Grundsatz des Clearingverkehrs zur Bezahlung aller schweiz. Lieferungen nach Deutschland zur Verfügung stehen müsste, zwingt die Schweiz im Durchschnitt 60 Mio. Sfr. pro anno zur Verfügung der Deutschen Reichsbank ab: *Freie Devisenspitze*.

Das Reich wird durch den einzigartigen internationalen Wert des Schweizer Franken hierdurch in die Lage gesetzt, für Deutschland kriegswichtige Rohstoffe in dritten Ländern zu kaufen z. B. Wolfram-Käufe in Spanien und Portugal.<sup>26</sup>

IV. Über die Regelung von III hinaus besteht die Bereitschaft der Schweiz, nach wie vor Gold vom Deutschen Reich anzukaufen, und zwar gegen zur Verfügungstellung von Schweizer Franken, mit denen die gleichen Geschäfte, wie unter III angegeben, durchgeführt werden. Es handelt sich hierbei um eine Jahresziffer bis etwa 500 Mio. Sfr.

Schweiz geht hierbei das Risiko ein, das vom Deutschen Reich aufgenommene Gold nicht weiter mobilisieren zu können.<sup>27</sup>

26 Le tungstène était essentiel à la fabrication des munitions antichars à noyau dur, cf. BOELCKE, *op. cit.*, pp. 212-213.

27 Sur cette question des achats d'or allemand, cf. *Le Troisième Reich ...*, pp. 174, 175, 373, 374; BOELCKE, WILLI A., «Zur internationalen Goldpolitik des NS-Staates» in FUNCKE, MANFRED, *Hitler, Deutschland und die Mächte*, Düsseldorf, Droste, 1976, pp. 308-309; UTZ, PETER, «Die Schweiz im Zweiten Weltkrieg: Goldfingers merkwürdige Machenschaften» in *Tagesanzeiger Magazin*, No 16, 19. 4. 1980, pp. 46, 50, 52; DURRER, MARCO, «Schweiz grösster Goldkäufer – aber nicht der einzige», *ibid.*, No 20, 17. 5. 1980, pp. 2, 4.

V. Schweiz hält den *Nord-Süd-Transit*, den Anforderungen der Feindseite zum Trotz, aufrecht und leitet im Nord-Süd-Verkehr über den Gotthard die wichtigen Rohstofflieferungen aus Deutschland nach Italien, wie z. B. Kohle, Eisenschrott usw.

Diese Lieferungen waren die Voraussetzung für die Inanghaltung der italienischen Industrie und sind jetzt die Voraussetzungen für die Inanghaltung der oberitalienischen Industrie.

Würde Schweiz diese Leistung nicht vollbringen, so würden diese Transporte zusätzlich den Brenner belasten.

Es wurden im *Nord-Süd-Transit* über die Schweiz befördert:

1941 7 320 068 to davon 6 236 180 to Kohle

1942 6 739 968 to davon 5 222 088 to Kohle

1943 4 533 292 to davon 3 348 261 to Kohle

VI. Der *Süd-Nord-Transit* ist nach der Besetzung Oberitaliens durch Deutschland in der von Deutschland geforderten Zusammensetzung, insbesondere hierbei für Eisen und Stahl und Waren daraus, für die Schweiz und ihre Auffassung von der Neutralität ein Novum.

Schweiz kann den deutschen Forderungen durch den Druck der Feindmächte Deutschlands nur mit Einschränkung nachkommen. Bei der wichtigsten Position Eisen, Stahl und Waren daraus beträgt die schweiz. Zusage für den Süd-Nord-Transit wenigstens 15 000 to pro Monat. Überschreitung um 5000 moto möglich.

Es wird hierdurch die Entlastung der verbleibenden Süd-Nord-Verbindung zwischen Italien und Deutschland bis zu einem gewissen Umfang erreicht.

In den Monaten November 1943 bis Januar 1944 wurden monatlich zwischen 50 000 bis 80 000 to verschiedenster für Deutschland wichtiger Güterarten, eingeschlossen Lebensmittel (Reis), im *Süd-Nord-Transit* über den Gotthard gefahren.

VII. Schweiz liefert durchschnittlich jährlich 1 Mio. kw-Stunden elektr. Energie zum Gegenwert von rd. 30 Mio. Sfr. an die Süddeutsche Industrie. Diese elektrische Energie speist für die Rohstoffgewinnung wichtige Gross-Chemie-Betriebe und Aluminiumhütten.

### C. *Abhängigkeit der Schweiz von den Feindmächten Deutschlands*

Schweiz hat vor dem Kriege 430 000 to pro anno Brotgetreide und 500 000 to pro anno Futtermittel (Hafer, Gerste, Mais, Futterweizen und Ölkuchen) aus dem Ausland eingeführt.

Der Bedarf an Fetten und Ölen wurde vor dem Kriege zu 50% durch Einfuhren gedeckt, der Bedarf an Zucker zu 93%.

Schweiz klassifiziert heute die Wichtigkeit ihrer Einfuhren wie folgt:

Ölfrüchte

Fettstoffe

Mais

Hafer

Gerste

Brotgetreide.

Die Feindmächte haben diese Notlage der Schweiz wiederholt durch Sperrung von Navicerts für diese wichtigen Einfuhren ausgenutzt. (Verweigerung von Navicerts als politisches Druckmittel.)

Die Folgen gestoppter Navicerts sind für die Schweiz die in Verhandlungen gegenüber Deutschland immer aufs Neue herausgestellte «Brotkorbsorgen».

Schweiz sieht sich aufgrund dieser Lage zu Zugeständnissen an die Feindmächte veranlasst.

Die Zugeständnisse liegen auf den folgenden Gebieten:

1. Keine neue Zurverfügungstellung und keine Erhöhung des unter B I genannten Kredites.
2. Ausfuhrkontingentierung der z. T. unter B I genannten, für Deutschland wichtigen Güter.

Die Ausfuhrkontingentierung beträgt in den für die deutsche Kriegswirtschaft wichtigen Gütern ab Mitte 1943 80% pro anno und ab Januar 1944 40% pro anno der entsprechenden Ausfuhrwerte 1942.

Die gesamte schweizerische Ausfuhr nach Deutschland, Elsass-Lothringen eingeschlossen, betrug im Jahre 1942 Sfr. 657 110 000.-

Die Lieferung der Schweiz in wichtigen Gütern (siehe B I) hat sich im Jahre 1943 zwischen 30 u. 35 Mio. Sfr. pro Monat bewegt und bewegt sich ab 1. Januar 1944 zwischen 16 u. 20 Mio. Sfr. pro Monat.

3. Auf dem Gebiete des Süd-Nord-Transits (siehe B VI).

#### *D. Gegenblockade – Bedingungen, unter denen Achsenmächte die Durchfuhr aus der Schweiz über besetzte Gebiete gestatten*

Durch die nach Deutschland kontingentierten und dadurch verminderten Ausfuhr (siehe C 2) ist Schweiz gezwungen und bestrebt, die Kapazität ihrer Wirtschaft mehr als bisher für die Ausfuhr nach den Feindländern Deutschlands und nach dritten Ländern einzusetzen.

Die Folge dieser Forderung der schweizerischen Wirtschaft für die Schweizer Regierung ist, dass die Schweiz in ihren Handelsvertrag-Verhandlungen mit Deutschland die deutsche Gegenblockade nur insoweit anerkennt, als durch sie Lieferungen und Transporte kriegswichtiger Waren an die Feindstaaten gesperrt werden.<sup>28</sup>

Schweiz erkennt die Gegenblockade insoweit nicht an, als sie durch Deutschland zur Verhinderung von Lieferungen und Transport von normalen Friedensartikeln an die Feindstaaten Deutschlands und zur Lieferung und Transport von kriegswichtigen Waren und von normalen Friedensartikeln an neutrale und Deutschland befreundete Staaten eingesetzt wird.

Schweiz lehnt es auch ab, dass sich Deutschland die eigenen Exportwünsche durch das Instrument der Gegenblockade sichert und die Ausfuhr der Schweiz nach neutralen oder Deutschland befreundeten Staaten deshalb behindert.

#### *E. Wirtschaftskrieg*

Die deutsch-schweizerischen Wirtschaftsverhandlungen haben bewiesen, dass Schweiz, insbesondere in den Fragen des Süd-Nord-Transits (siehe B VI) und der Gegenblockade (siehe D), unnachgiebig bleibt.

<sup>28</sup> Il nous paraît abusif d'affirmer que la Suisse a «reconnu» le contre-blocus allemand pour les produits stratégiques. Elle a, au contraire, toujours insisté sur le caractère autonome des mesures allemandes même si elle a été contrainte, à plusieurs reprises, d'en faciliter l'application, cf. *Le Troisième Reich ...*, pp. 171, 172, 370, 371.

Kommt es einmal bei Nichteinigung über diese Frage zu einem Bruch, so hat ein Wirtschaftskrieg zwischen Deutschland und der Schweiz zur Folge:

a. Folgen für die Schweiz

1. Schweiz erhält von Deutschland keine Kohle und kein Eisen (siehe A).
2. Der schweizerische Warenverkehr mit dritten Ländern durch deutsches Hoheitsgebiet wird unterbunden.  
Marseille steht der Schweiz zur Lieferung der Überseeischen Zufuhr und zur Ausfuhr nach Übersee nicht weiter zur Verfügung.  
Die unter Schweizer Flagge fahrenden Schiffe verkehren nicht weiter unbehindert (siehe A).

Zu 1. und 2.

Es ist damit zu rechnen, dass die schweizerische Bevölkerung, Wirtschaft und Presse zu ihrer Regierung [stehen?] und für die alsdann zu erwartende aktive Propaganda und Einflussnahme der Feindmächte Deutschlands in der Schweiz reif werden.

b. Folgen für Deutschland

1. Ausfall der Güterlieferungen der Schweiz nach Deutschland (siehe B I), insbesondere wegen des Wegfallens der Transfergarantie des Bundes (siehe B II).
2. Die deutschen Guthaben in der Schweiz frieren ein.
3. Wegfall der deutschen Einkäufe in dritten Ländern durch freie Devisen (siehe B III) und durch die Goldgeschäfte (siehe B IV).  
Einführung der Devisen-Bewirtschaftung in der Schweiz mit der Folge, dass Schweizer Franken nicht mehr die Eigenschaft als freie Devisen hat.
4. Wegfall der schweizerischen Stromlieferungen an die süddeutsche Industrie (siehe B VII).
5. Kündigung des Deutschland gewährten Kredites (siehe B I). Amortisations- und Verzinsungsforderung für den Kredit. Streichung des Kohlenkredites (siehe A I).
6. Wegfall des Transits in beiden Richtungen (siehe B V u. B. VI).  
Die für die Inanghaltung der oberitalienischen Industrie wichtigen Rohstofflieferungen aus Deutschland nach Italien, wie z. B. Kohle, Eisenschrott, über den Gotthard fallen aus.  
Die Entlastung der Süd-Nord-Verbindungen zwischen Italien und Deutschland durch den Süd-Nord-Transit über den Gotthard und damit auch Eisen- und Stahl-Transporte aus Oberitalien über den Gotthard fallen aus.

Zu 1.-6.

Es besteht die Gefahr, dass Deutschland sehr dringliche Dienste, Geschäfte und Lieferungen von der Schweiz trotz Wirtschaftskrieg fordert, wie z. B. Transitwünsche oder nur in der Schweiz erhältliche Ersatzteile für aus der Schweiz gelieferte Maschinen, sodass ein zwangsläufiger Kompensationsverkehr die Folge wäre, bei dem Schweiz Kohlen- und Eisenlieferungen aus Deutschland fordern wird.

## F. Durchhaltevermögen der Schweiz

Das *Arbeitslosenproblem* wird durch die folgenden Möglichkeiten gemildert:

Intensivierung der schweizerischen Landwirtschaft (Anbauwerk).

Verstärktes Heranziehen zum Militärdienst.

Verstärktes Heranziehen zum Landdienst.

1–2wöchige Betriebseinstellungen.

Einsatz des Baugewerbes.

Vermehrte Aufträge an Konservenfabriken.

Einsatz der Industrie für die Landesverteidigung

und den Ausbau der Kraftwerke, insbesondere der Winter-Speicherwerke.

*Kohlenvorrat:* Die schweizerische Eigenerzeugung mit 25 000 to monatlich und die Möglichkeit der stärkeren Umstellung der schweizerischen Industrie auf Elektrizität eingesetzt, sind Kohlenvorräte für wenigstens 1½ Jahr vorhanden.

Mit den *Eisenbeständen* und der *Eisen-Eigenproduktion* kann Schweiz notfalls 2 Jahre aushalten.

*Betriebsstoff:* Der Vorrat für Betriebsstoff für die Armee wird für 1½ Jahre angenommen.

*Getreide:* Der Anschluss an die Ernte 1944 wird erreicht. Die Vorräte der Eidg. Getreideverwaltung werden auf 500 000–600 000 to beziffert.

*Kartoffelernte:* 1943 deckt Eigenbedarf.

*Fleisch:* Keine Schwierigkeiten in der Versorgung. Rationelle Verwendung der durch Abschachtung anfallenden Bestände durch die Konservenindustrie.

Unter schärfster Einschränkung und bei Reduzierung des allgemeinen Lebensstandards kann sich Schweiz auf ein Durchhalten von 2 Jahren einrichten.

gez. Dr. Gäggen